

Un abonné ferme sa porte à l'Association après avoir accueilli ce journal durant plus de deux mois; il n'expose pas le motif du renvoi, et surtout il a bien soin de ne pas payer les douze copies reçues !

Une revue anglaise de Montréal se plaignait, la semaine dernière, de ce qu'un abonné qui la recevait depuis plus de deux ans, sans avoir payé un sou, écrivait à l'éditeur, le priant de ne plus lui adresser cette revue pour laquelle il n'avait pas souscrit une demande d'abonnement !

* *

Assez sur ce chapitre pour aujourd'hui. Si nos observations ont fait des mécontents, que ceux-ci veuillent bien croire que d'autres sont très contents de nos articles. Plusieurs lettres nous donnent l'assurance que nous ne déplaçons pas à tout le monde. Même au loin, ce que nous écrivons trouve des lecteurs indulgents. Il est vrai que l'on n'est pas prophète dans son pays; certaines lignes publiées dans l'Association, il y a quelques semaines, ont pu produire ici quelque froissement, tandis qu'un confrère de Paris, écrivant dans la *Vie sociale*, les a honorées de cette assez curieuse appréciation, que les amis de notre œuvre aimeront à lire, et que nous reproduisons comme l'expression d'un témoignage de fraternelle amitié pour les Canadiens-Français :

« L'Association, organe d'économie sociale, qui paraît en français depuis peu à Québec, publie dans ses colonnes une note assez curieuse qui mérite la reproduction. Nous pensons qu'elle nous servira d'échantillon de cette franchise brutale qui a honoré jadis le vieux caractère gaulois. Nos frères du Canada sont non seulement restés fidèles à notre belle langue, mais ils respectent avec un soin jaloux toutes les franchises originalités de nos mœurs antiques qui faisaient jadis notre fierté; malheureusement, nous le constatons avec peine tous les jours, ces qualités proverbiales disparaissent du sol de la mère-patrie avec le progrès de cet esprit qu'on appelle *fin de siècle*. »

L'ANNEXION

Nos lecteurs connaissent déjà le *New-York-Canada* par quelques citations que nous en avons extraites. Ils se rappellent aussi que

sensiblement écarté dans sa carrière aux Etats-Unis.

Comme nous l'avons déclaré dans un numéro précédent, nous admettons que la situation financière du Canada serait changée avant cinq ans, advenant la fusion des deux pays. C'est le point de vue unique qui absorbe les annexionistes et c'est le seul sur lequel ils paraissent avoir raison.

Mais M. Tujague dont la *Patrie* se moque fort mal à propos aujourd'hui, poursuit un ordre d'idées plus élevées et prévoit avec une sagesse et un coup d'œil qui ne sauraient être méconnus l'absorption lente mais sûre que subirait notre race si le Canada était annexé aux Etats-Unis.

Ce qui s'est passé dans la Louisiane est aujourd'hui dans le domaine de l'histoire et il n'est pas plus permis de l'ignorer que de dire à un écrivain consciencieux comme M. Tujague qu'il n'avait pas mûri son sujet avant de livrer ses réflexions à la presse.

La même évolution s'opérera chez nous. Ce qui s'est passé dans la Louisiane se passera infailliblement au milieu de nous; nous l'avons déjà constaté aux Etats-Unis depuis les quelques années que nous y sommes.

Arrêtons-nous donc un moment et voyons ce qui se fait aux Etats-Unis parmi nos compatriotes. Il est inutile d'essayer de donner le change à l'opinion en remplissant nos journaux de comptes rendus de manifestations patriotiques éclatantes, de récits de fêtes nationales bruyantes, de statistiques annonçant la construction de nouvelles églises, d'écoles paroissiales, d'institutions nationales de toutes sortes. Il faut aller tout droit au cœur de notre population, l'étudier à la loupe et voir si nous avons bien raison de croire que l'avenir de notre race ne tiendra qu'à ces exagérations.

Nous l'avons dit déjà, les conventions ne produisent à peu près rien de pratique. Nous avons provoqué il y a quelques mois une longue discussion sur ce sujet et l'on nous a montré en voulant l'attribuer à ces sortes de réunions, l'œuvre que notre clergé seul a faite aux Etats-Unis. Nous ne reviendrons plus sur cette question.

Mais que se passe-t-il chez nous malgré nos églises, malgré nos écoles paroissiales, malgré les effets héroïques de nos prêtres ?

Nos compatriotes sont-ils aussi bien

leurs compatriotes se brisent complètement et la langue anglaise devient pour eux un point de ralliement naturel avec les éléments qu'ils coudoient.

C'est le premier pas.

Le second mouvement se fait dans la famille. Les enfants apprennent l'anglais un peu partout et leurs parents n'ont pas l'énergie de leur imposer l'usage de la langue française au foyer domestique. Ces enfants grandissent en cultivant la langue anglaise et il arrive un jour que les difficultés qu'ils éprouvent à parler une langue qu'ils ont trop négligée, les forcent à l'abandonner complètement. Ce phénomène se produit parmi nos Canadiens les plus dévoués. L'anglais les envahit, les absorbe, les pénètre par tous les pores et ils finissent par trouver tout naturel de le parler. Si l'on tient compte maintenant des mariages mixtes, des relations que nous imposent les milieux où nous sommes obligés de faire les batailles de la vie, du contact nécessaire de nos ouvriers avec les ouvriers étrangers, on comprendra facilement que notre langue ne saurait tenir longtemps. On la parlera dans quelques familles dont le nombre sera bien restreint, mais avec le temps, ces familles elles-mêmes perdront ce dernier vestige d'une race qui s'éteindra.

Que se passerait-il au Canada avec l'annexion ? Nous n'hésitons pas à le dire : la même chose qu'aux Etats-Unis. Le capital américain inonderait le pays. Le petit Etat canadien se couvrirait bientôt de manufactures. Le mouvement industriel de notre patrie subirait une poussée intense; mais avec le capital, l'immigration grossie de mille éléments divers, irait faire au Canada le travail d'assimilation qui se fait ici. Il y aurait sans doute une résistance énergique de la part des nôtres contre l'absorption générale; mais cette résistance s'amoindrirait bientôt et la déperdition des forces commencerait. Les transactions commerciales se feraient forcément en anglais; les questions de politique fédérale, le droit constitutionnel américain, les lois fédérales deviendraient nécessairement l'objet des études de notre barreau, de nos hommes politiques. La jeunesse instruite se jetterait avec ardeur dans l'étude de l'anglais pour gagner sa vie, et la génération qui naîtrait d'elle ne verrait plus la nécessité de conserver une langue

LE CONGRÈS OUVRIER

La grande presse a terminé ses appréciations des travaux du Congrès ouvrier tenu au commencement du mois dans la Capitale. Elle n'a pas approuvé tout ce qui s'y est fait ni tout ce qui s'y est dit, mais elle a fort loué certains projets d'intérêt public, certaines mesures utiles à l'industrie du pays comme à la cause du travail.

Il y a eu en effet quelques discussions oiseuses, quelques discours échevelés, mais dans une chambre de quatre-vingt-dix membres peut-on éviter ce contre-temps ? Nous assistons à de pareilles choses chaque année dans les Législatures provinciales et à la Chambre des communes.

Après cela, peut-on bien reprocher à des ouvriers quelques discussions acrimonieuses causées par l'esprit de parti; car, il faut le dire, si la question de l'immigration n'avait pas été mise sur le tapis, nous n'aurions pas eu ce fâcheux débat auquel les journaux font allusion, et les travaux du Congrès auraient été expédiés deux jours plus tôt.

Quoi qu'il en soit, le Congrès ouvrier a fait de la besogne. Il a passé une série de résolutions dont le plus grand nombre sont marqués au coin de la plus stricte équité.

L'Etat doit protéger la santé et la vie de l'ouvrier; par conséquent il doit veiller à ce que les navires qui naviguent dans les eaux canadiennes soient examinés attentivement; il doit aussi mettre en vigueur la loi des manufactures, sans égard aux amis politiques.

De plus, tous les gouvernements doivent travailler autant que possible au développement intellectuel du peuple en augmentant les facilités de s'instruire. La distribution gratuite des livres d'écoles contribuerait beaucoup à cette fin.

L'idée de donner des terres aux Canadiens désireux de s'y établir et même de leur faire une légère avance de fonds est heureuse. Mise en pratique par nos gouvernements fédéral et provinciaux, cette idée, si elle ne favorisait pas le rapatriement de nos compatriotes aurait au moins pour effet de restreindre l'émigration.

L'augmentation des droits sur les cigares, le congé obligatoire d'une demi-journée le jour d'une élection, sont encore des mesures que tout le monde approuve.